

La Transition Guinéenne : Une Analyse sous l'Angle Ethnique

Les Treize Scénarios

Prospectifs de la Transition

Militaire en Guinée

Abdourahamane Diallo July 2023

NOTE : Toute analyse politique de la Guinée actuelle qui ne tient pas compte des facteurs ethniques est dénuée de substance. On ne peut pas mener une véritable analyse de la situation actuelle de la Guinée sans aborder la question ethnique. C'est la réalité. Cela ne signifie pas que parler d'ethnicité soit de l'ethnocentrisme. C'est la réalité qui s'impose pour mener des analyses académiques rigoureuses.

Compte tenu de la conjoncture sociale et politique actuelle en Guinée, marquée par une transition militaire, il est impératif d'analyser les faits et d'envisager les divers dénouements possibles. La question primordiale qui hante l'esprit des Guinéens est la suivante : **quel sera l'aboutissement final de cette transition ?** Pour y répondre, il est crucial d'examiner les dynamiques sociales, ethniques et politiques contemporaines du pays et d'en déduire les scénarios envisageables.

Avant de procéder à une analyse approfondie, il convient de contextualiser historiquement la situation :

En 2010, la Guinée a organisé sa première élection libre et transparente, que Cellou Dalein Diallo (UFDG/Peul) a remportée au premier tour, comme le reconnaît aujourd'hui une grande partie de la classe politique. Cependant, la naïveté politique de Diallo à l'époque, combinée au fardeau qu'il portait en tant que dignitaire du régime corrompu de Lansana Conté, a conduit à une pression internationale, notamment de la France et d'autres puissances, en faveur de son adversaire, Alpha Condé (RPG/ Malinké). Condé était perçu comme "non corrompu" et "propre", offrant une rupture avec les systèmes corrompus, tandis que Cellou Dalein représentait une continuité avec l'ancien régime.

De plus, le général Sékouba Konaté, un Malinké, était chargé d'organiser l'élection après que le capitaine Moussa Dadis Camara ait été blessé par balle et interdit de retour au pays. Une pression ethnique a été exercée sur le général Konaté pour qu'il transfère le pouvoir à Alpha Condé, également Malinké, ce qui a conduit à des fraudes électorales. Alpha Condé a été déclaré vainqueur des élections et a accédé à la présidence. Bien que cette élection ait été marquée par des controverses et des contestations, accentuant les divisions ethniques, elle a aussi suscité un espoir considérable. Condé, perçu par beaucoup comme le "Mandela" guinéen, incarnait l'espoir de renouveau même pour ceux qui ne le soutenaient pas initialement. Il avait la possibilité de réformer le système et de tracer une nouvelle voie pour la Guinée et son peuple.

Cependant, le règne d'Alpha Condé de 2010 à 2021 a été caractérisé par la corruption, la fraude électorale, les assassinats, une exacerbation des divisions ethniques et des troubles civils. La volonté inébranlable de Condé de se maintenir

au pouvoir à tout prix, à l'instar de ses prédécesseurs Sékou Touré et Lansana Conté, a conduit à de nombreux cas de fraude électorale, à la mort de centaines de Guinéens pendant et après les élections, et à des troubles civils persistants. Condé est demeuré au pouvoir jusqu'à son renversement par un coup d'État militaire dirigé par le colonel Mamady Doumbouya (Malinké/CNRD) en septembre 2021.

Réfléchissons maintenant aux événements qui ont conduit à ce coup d'État militaire dirigé par le colonel Mamady Doumbouya (Malinké/CNRD) :

La dictature du premier régime d'Ahmed Sékou Touré (PDG-RDA) et le refus d'organiser des élections libres et équitables et de bâtir des institutions solides ont mené au coup d'État militaire de 1984 après la mort de Sékou Touré et à l'établissement d'un régime militaire sous le général Lansana Conté (CMNR), qui s'est ensuite transformé en PUP.

- **Sous la direction du général Conté**, le PUP a également refusé d'organiser des élections libres et équitables et de construire des institutions fortes et indépendantes pour le pays. Cela a conduit à un nouveau coup d'État militaire après la mort de Lansana Conté, amenant au pouvoir le CNDD sous le capitaine Moussa Dadis Camara et le général Sékouba Konaté en 2008. Le régime du CNDD a été désastreux pour le pays.
- **L'incapacité du général Sékouba Konaté (CNDD) à organiser des élections** libres et équitables et à respecter la volonté du peuple a conduit à la présidence d'Alpha Condé. Condé avait pourtant l'opportunité de rompre ce cycle vicieux et de préparer le pays à la réussite, mais il a choisi de jouer la carte "ethnique". Cela a finalement mené à la transition militaire actuelle dirigée par le colonel Mamady Doumbouya (Malinké/CNRD).

La question qui se pose désormais est la suivante : le colonel Mamady Doumbouya (Malinké/CNRD) *va-t-il perpétuer ce cycle en n'organisant pas d'élections libres et équitables, ou va-t-il s'en écarter ?* Pour répondre à cette question, il est nécessaire d'examiner certains faits clés sur la Guinée et d'en déduire les scénarios possibles.

Dans cet esprit, présentons quelques faits clés sur la situation actuelle :

1. Division Politique et Ethnique : La Guinée est profondément divisée selon des lignes ethniques. Les électeurs ont tendance à voter en fonction de leur identité ethnique, et les responsables électoraux ainsi que les institutions censées protéger les droits des électeurs agissent souvent selon des critères ethniques.

2. Rôle de Mamady Doumbouya : Le colonel Mamady Doumbouya, de l'ethnie Malinké, a été recruté par le régime d'Alpha Condé (également Malinké) pour rejoindre l'armée guinéenne et diriger les Forces spéciales, en partie créées pour protéger le régime Condé. Cependant, il demeure incertain pourquoi le même colonel Doumbouya, autrefois protecteur du système, a orchestré un coup d'État pour renverser Alpha Condé.

3. Légitimité Initiale de Doumbouya : L'UFDG, majoritairement composé de Peuls, a donné une légitimité populaire au colonel Doumbouya dans les premiers jours et semaines suivant le coup d'État. À cette époque, il ne bénéficiait pas du soutien total du RPG, principalement Malinké, qui contrôlait le système. On pourrait arguer que Doumbouya n'était pas intrinsèquement partie prenante du système mais simplement chargé de le protéger.

4. Mesures de Réconciliation : Après avoir reçu un soutien populaire initial de l'UFDG, Doumbouya a cherché à obtenir le soutien et le pardon du RPG et de sa

propre communauté Malinké. Il a pris plusieurs mesures, telles que renommer l'aéroport de Conakry en l'honneur de Sékou Touré, restituer la résidence Bellevue à la famille Sékou Touré, et libérer Alpha Condé en lui permettant de quitter le pays. Ces actions lui ont permis de gagner un certain soutien au sein de sa communauté.

5. Perte de Soutien Peul : Doumbouya a perdu la légitimité populaire offerte par l'UFDG en démolissant la maison de Cellou Dalein Diallo et en le contraignant à l'exil. Actuellement, Cellou est intouchable pour l'ethnie Peul. La seule manière pour Doumbouya de se faire pardonner par cette communauté serait d'organiser des élections libres et équitables et de céder le pouvoir au vainqueur. Les Peuls croient que si des élections libres et équitables étaient organisées, Cellou Dalein Diallo, candidat de l'UFDG, serait élu président dès le premier tour.

6. Division au Sein de la Communauté Malinké : Bien que Doumbouya soit Malinké, il ne bénéficie pas encore du soutien total de cette communauté, qui est divisée en cinq groupes différents :

- a. Le premier groupe, qui n'a pas bénéficié du régime Condé, soutient pleinement Doumbouya.
- b. Le deuxième groupe est composé d'opportunistes politiques ayant basculé du camp Condé à celui de Doumbouya peu après le coup d'État.
- c. Le troisième groupe comprend ceux qui croyaient en la capacité de Condé à changer le pays et qui ont été grandement déçus. Ce groupe est divisé entre ceux qui soutiennent désormais Doumbouya et ceux qui cherchent une alternative.
- d. Le quatrième groupe est constitué des partisans inconditionnels de Condé, qui continuent de le soutenir et refusent de pardonner à Doumbouya pour

avoir humilié leur chef.

- e. Le cinquième groupe, majoritaire, reste silencieux et observe. Ils attendent de voir si Doumbouya rendra le pouvoir à un autre Malinké ou à quelqu'un d'autre. Ils ne lui pardonneraient que s'il rendait le pouvoir à un Malinké.

7. Mécontentement des Soussous : L'ethnie Soussou est mécontente de Doumbouya. L'incarcération de Kassory Fofana, le mauvais traitement et la mise à l'écart du commandant Alya Camara, la confiscation de la maison de Sidya Touré, et la cherté de la vie ont tourné beaucoup d'entre eux contre son régime.

8. Réactions de la Communauté Forestière : Malgré les efforts de Doumbouya pour gagner le soutien de la communauté Forestière, notamment par la nomination d'un Premier ministre issu de cette communauté, beaucoup sont insatisfaits de son régime. Le procès du massacre du 28 septembre et l'emprisonnement du capitaine Dadis Camara sont perçus comme une trahison. Doumbouya, un Malinké, a laissé Sékouba Konaté et Alpha Condé (tous deux Malinkés) en liberté tout en emprisonnant Dadis Camara, un Forestier.

Ces dynamiques complexes et ces tensions ethniques et politiques constituent le cadre dans lequel le colonel Mamady Doumbouya doit naviguer pour déterminer l'avenir de la Guinée.

[Examinons les divers scénarios possibles qui pourraient résulter de cette transition](#)

1. Élection Libre et Équitable : Le colonel Doumbouya décide d'organiser une élection libre et équitable, et de céder le pouvoir au vainqueur. Dans ce scénario, Cellou Dalein Diallo, le candidat de l'UFDG (Peuls), est le favori et a de fortes chances de l'emporter.

2. Disqualification Stratégique : Si le colonel Doumbouya (CNRD/Malinké) souhaite empêcher Cellou Dalein (Peuls) de devenir président, mais veut tout de même organiser une élection juste et libre, il pourrait disqualifier Diallo et contraindre l'UFDG à choisir un autre candidat Peul, plus favorable au régime actuel. Ainsi, l'UFDG gagnerait l'élection, mais sans Cellou Dalein Diallo. En outre, dans ce même scénario, on peut envisager qu'en éliminant Cellou Dalein, une figure populaire et consensuelle au sein de la communauté peule, les Peuls se retrouveraient divisés dans la recherche d'un autre leader consensuel, se trouvant ainsi dans la même situation que le RPG actuellement, sans leader fort. Le CNRD pourrait alors exploiter cette situation pour précipiter les élections, espérant qu'un candidat choisi par le CNRD l'emporte face à des candidats peuls dispersés et divisés.

3. Élection Truquée en faveur du RPG : Organiser une élection truquée pour redonner le pouvoir au RPG (Malinké), malgré le fait que ce même parti ait été déstabilisé par le coup d'État du CNRD, et qu'il manque actuellement de leader consensuel et de candidat fort pour rivaliser avec l'UFDG (Peuls).

4. Candidat Malinké Non-RPG : Organiser une élection truquée et imposer un candidat Malinké (non-RPG) pour remporter l'élection.

5. Candidat Peul Non-UFDG : Organiser une élection truquée et imposer un candidat Peul (non-UFDG) pour remporter l'élection.

6. Candidat Soussou ou Forestier : Organiser une élection truquée et imposer un candidat Soussou ou Forestier (non-UFDG et non-RPG). Bien que théoriquement possible, il serait difficile pour un Soussou ou un Forestier de gagner une élection libre et équitable en raison des divisions ethniques et de leur statut de minorités.

7. Auto-candidature de Doumbouya : Le colonel Doumbouya organise une élection, se déclare candidat et s'impose comme vainqueur. Cela constituerait une élection truquée et violerait la charte de transition stipulant qu'aucun membre du CNRD, du gouvernement ou du CNT ne peut être candidat.

8. Maintien du Pouvoir Sans Élection : Le colonel Doumbouya refuse d'organiser une élection et conserve le pouvoir, conduisant probablement à un autre coup d'État, comme observé au Mali et au Burkina Faso.

9. Transition Retardée : Doumbouya quitte le pouvoir le 31 décembre 2024, date à laquelle la transition doit prendre fin selon les accords avec la CEDEAO, sans organiser d'élection, et transfère le pouvoir à un autre membre du CNRD. Il revient ensuite se déclarer candidat. Cela entraînerait des élections truquées et des troubles civils potentiels, en violation de la charte de transition qui stipule qu'aucun membre du CNRD et du gouvernement de transition ne peut être candidat aux élections.

10. Faux Coup d'État ou Rébellion : Organiser un faux coup d'État ou créer une fausse menace terroriste pour éliminer certains individus, gagner du temps et reporter les élections à une durée indéterminée, permettant ainsi de s'accrocher au pouvoir.

11. Coup d'État Interne au CNRD : Une faction au sein du CNRD organise un coup d'État, renverse Doumbouya et prend le contrôle, rappelant la transition de 2008 avec le capitaine Dadis Camara et Sékouba Konaté.

12. Coup d'État par une Faction Non-CNRD : Une faction de l'armée extérieure au CNRD organise un coup d'État et renverse Doumbouya et le CNRD.

13. Imposition d'un Membre Civil : Organiser une élection truquée où le colonel

choisit un membre civil du gouvernement pour être candidat et impose cette personne. Cela violerait la charte de transition qui stipule qu'aucun membre du CNRD et du gouvernement de transition ne peut être candidat aux élections.

Ces scénarios illustrent les multiples trajectoires que pourrait emprunter la Guinée durant cette période de transition, chacune ayant des implications spécifiques pour la stabilité et l'avenir démocratique du pays.

Parmi tous les scénarios évoqués, certaines questions cruciales se posent :

Quel scénario est le plus susceptible de se réaliser et pourquoi ?

Quel scénario est le moins probable et pourquoi ?

Bien que je ne puisse pas fournir de réponses définitives à ces questions, étant donné que la situation actuelle est fluide et peut évoluer dans différentes directions, nous pouvons néanmoins examiner les comportements et les actions du colonel Doumbouya pour tenter de discerner ses intentions et ses objectifs potentiels.

Le colonel pourrait poursuivre divers objectifs stratégiques :

1. Sécurité et Immunité : Le colonel pourrait chercher à garantir sa liberté et à se protéger, ainsi que son équipe, contre toute poursuite judiciaire pour les crimes qui auraient pu être commis en protégeant le régime d'Alpha Condé ou pour ceux potentiellement commis durant cette transition. Il aspire à une destinée différente de celle de ses prédécesseurs, le capitaine Dadis Camara, le général Sékouba Konaté et Alpha Condé, actuellement en prison ou en exil.

2. Popularité et Héritage : Le colonel souhaite obtenir la popularité auprès de la population guinéenne dans son ensemble. Il pourrait aspirer à laisser un héritage en tant que figure ayant guidé la Guinée sur la bonne voie historique. Il vise à obtenir

un grand honneur après avoir quitté le pouvoir, tant au niveau national qu'international.

3. Prestige au sein de la Communauté Malinké : Le colonel veut être aimé de sa communauté Malinké plus que tout autre leader, y compris Alpha Condé. Il aspire à devenir l'idole et le héros de la communauté Malinké, surpassant même l'influence et l'honneur dont jouissait Alpha Condé.

4. Retour au Pouvoir : En outre, le colonel pourrait rechercher une personne à qui il pourra confier le pouvoir avec l'intention de le récupérer dans 5 ou 10 ans. Cette ambition pourrait expliquer les divers projets d'infrastructure entrepris durant cette transition, lesquels pourraient servir de bases à son retour futur au pouvoir.

5. Stratégie Ethnique et Maintien du Pouvoir : En tant que Malinké ayant orchestré un coup d'État pour destituer Alpha Condé, également Malinké, le colonel pourrait vouloir rendre le pouvoir à un Malinké. Cependant, il est conscient qu'une élection libre et équitable serait probablement remportée par un candidat Peul, en particulier de l'UFDG. De plus, il n'a pas encore identifié de leader Malinké capable de rivaliser avec l'UFDG. C'est pourquoi il pourrait envisager de prolonger sa période au pouvoir jusqu'à ce qu'il trouve un candidat Malinké capable de gagner l'élection, ou il pourrait lui-même se déclarer candidat pour conserver le pouvoir.

En analysant ces motivations possibles, nous pouvons mieux comprendre les actions du colonel Doumbouya et envisager les scénarios les plus probables pour l'avenir politique de la Guinée. Comme on peut le constater, la situation en Guinée est extrêmement complexe et difficile à prévoir. Divers groupes avec des aspirations et des besoins différents, des intérêts contradictoires, et des acteurs

individuels puissants poursuivent des objectifs distincts. De plus, nous n'avons même pas mentionné les groupes d'intérêts extérieurs, tels que les sociétés minières ou les puissances étrangères, qui pourraient vouloir influencer les événements en Guinée pour protéger leurs propres intérêts.

En conclusion, le colonel Mamady Doumbouya a l'opportunité historique de briser le cycle des régimes corrompus, des élections truquées et des politiques ethniques qui ont marqué notre pays, et de remettre la Guinée sur la bonne voie pour la première fois de son histoire. J'espère sincèrement qu'il saura saisir cette chance.

Il est clair que le colonel est soumis à une pression immense. Comme nous tous, il est un être humain avec ses émotions, ses insécurités et ses intérêts. Néanmoins, j'espère qu'il résistera aux tentations et délivrera le pays. Le colonel a la responsabilité morale de rompre ce cycle vicieux et de travailler à la construction d'une Guinée unie et démocratique.

Cela nécessitera du temps, de la patience et un engagement inébranlable pour créer des institutions solides et jeter les bases d'une société véritablement démocratique. Cependant, tout commence par l'organisation d'élections libres et équitables. Seule une telle démarche permettra à la Guinée de surmonter ses divisions et de construire un avenir prospère pour tous ses citoyens.

Abdourahamane Diallo

Scholar guinéen-américain.

Spécialisé en géopolitique et en conception de scénarios macroéconomiques.

www.linkedin.com/in/a-diallo